

Le magazine de la Fédération des Organisations de Jeunesse libérales

LIBRE²

N°16



bpost

PB-PP

BELGIE(N) - BELGIQUE



LIBRE² | NUMÉRO 16 | MAGAZINE TRIMESTRIEL | DÉCEMBRE - JANVIER - FÉVRIER 2018-2019 | WWW.JEUNESSETLIBRES.BE

N° d'agrément : P918236 - Bureau de dépôt : Bruxelles X - Jeunes & Libres asbl - Éditeur responsable : Gautier Calomme, Président - Avenue de la Toison d'Or, 84-86 à 1060 Saint-Gilles

Édito

Chère amie, Cher ami,

700.000 : un peu moins de 700.000 jeunes ont voté pour la première fois à l'occasion de ces élections communales ! Exerçant par là leur rôle de citoyen et apportant ainsi leur pierre initiale à l'édifice démocratique, les « primo-votants » ont non seulement exprimé leurs attentes mais aussi leurs craintes. À nous, responsables politiques, élus locaux, de les entendre et d'y répondre avec enthousiasme, détermination et intégrité. 6 années de travail et d'engagement attendent donc celles et ceux qui seront appelés aux responsabilités. Toutes et tous, n'oublions pas la voix de cette nouvelle génération et essayons d'être à la hauteur de ses aspirations. Dans ce numéro, Alexandre Somma, jeune candidat à Uccle, nous fera découvrir son expérience après sa première campagne électorale.

Le résultat des élections dans une autre commune, Flémalle, a également une répercussion particulière sur le Secteur Jeunesse. En effet, l'élection de la ministre de la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles I. Simonis comme Bourgmestre entraîne son départ avant la fin de la législature. L'occasion pour notre Fédération de tirer un bilan de la législature écoulée. À ce stade, il reste encore de nombreux enjeux pour le Secteur Jeunesse qui devra s'appuyer sur l'évaluation du décret du 26 mars 2009 afin de faire évoluer son cadre législatif au profit des acteurs de terrain et des jeunes.

Depuis plusieurs mois, il nous tenait à cœur d'interpeller les lecteurs du *Libre*² sur un phénomène, certes en diminution, mais hélas de plus en plus enraciné dans certaines situations, celui des NEETs ! Aujourd'hui, presque 1 jeune francophone sur 5 est concerné dans notre pays et nous aurons l'occasion d'y revenir plus en détail dans les pages qui suivent.

Enfin, comme toujours, nos différentes OJ vous présenteront leur actualité. Il ne nous reste qu'à vous souhaiter de très belles fêtes de fin d'année et beaucoup de courage aux étudiants pour leur session d'exams.

Bonne lecture,
Gautier Calomne
Président



 facebook.com/jeunesetlibres  linkedin.com/company/jeunes-&-libres-asbl  [Jeunes & Libres](https://www.youtube.com/jeunes-et-libres)

Jeunes & Libres asbl est une Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Si vous souhaitez recevoir de manière récurrente le *Libre*² ou au contraire vous en désabonner, n'hésitez pas à nous contacter via info@jeunesetlibres.be.



En bref

Réforme APE

Le projet de réforme APE mené par le ministre Pierre-Yves Jeholet a été adopté en troisième lecture au gouvernement au début du mois d'octobre. Que retenir des avancées de cette réforme ? Notamment, la suppression du fameux « buffer » et 7% de moyens supplémentaires dégagés pour le secteur non-marchand. Dans l'ensemble, il s'agit d'avancées positives pour le secteur non-marchand.

Le saviez-vous ?

Depuis quelques semaines, nous avons créé sur notre page Facebook la rubrique « Le saviez-vous ? ». Chaque jeudi, vous pouvez y retrouver une information sur un de nos membres et le secteur jeunesse. N'hésitez pas à aller y jeter un œil.

Idéal 2030

Le 8 décembre, à Liège, se déroulait la première étape d'Idéal 2030. Au programme ? Enseignement, emploi et formation. Trois ateliers d'échange se sont déroulés autour de ces thématiques en présence d'experts afin de déga-

ger des propositions pour répondre concrètement au chômage des jeunes, véritable injustice pour toute une génération.

Happy 20

Le 23 septembre se tenait au Château de Thoricourt les 20 ans de ReForm Silly. Cette antenne, avec un fort ancrage local, a convié ces différents partenaires autour des enjeux et des produits silliens. Si la météo ne nous a pas épargnés, cette journée s'est révélée un formidable souvenir pour tous.

Journée mondiale de lutte contre le SIDA

Le 1^{er} décembre, la FEL, les Jeunes MR, SIDA'SOS, le MR et Jeunes & Libres se sont associés pour sensibiliser les jeunes au danger du SIDA. Actuellement, ce sont 2,8 personnes par jour en moyenne qui sont diagnostiquées positives au VIH. À l'échelle mondiale, 5753 personnes sont diagnostiquées chaque jour. Nombreuses sont celles qui ignorent leur séropo-

sitivité et peuvent la transmettre à d'autres personnes involontairement. N'hésitez pas à vous faire dépister régulièrement. Retrouvez plus d'informations sur www.depistage.be.

La Fesoj déménage

La Fédération des Employeurs des Secteurs des Organisations de Jeunesse, des Fédérations de Centres de Jeunes et du Tourisme social a déménagé. L'occasion de se retrouver le 4 décembre pour pendre la crémaillère. Les bureaux de la Fesoj se situent désormais Rue des Tanneurs, 186 à 1000 Bruxelles.

Isabelle Simonis élue bourgmestre à Flémalle

La Ministre de la Jeunesse Isabelle Simonis a été élue bourgmestre de Flémalle. Conséquence, elle quitte ses fonctions de ministre.

La FEL change de look

La Fédération des Etudiants Libéraux arbore désormais un nouveau logo.



FIN DE LÉGISLATURE

À la suite des élections communales, la presse se faisait écho de la volonté de la ministre de la Jeunesse Isabelle Simonis de se consacrer pleinement à son mandat local. Le 14 octobre, Isabelle Simonis réalisait en effet le plus haut score de la commune de Flémalle avec 2131 voix de préférence, soit seulement 30 de plus que sa dauphine, Sophie Thémont.

Si à l'heure où ces lignes sont écrites, son successeur n'est pas encore connu, il convient de tirer les enseignements d'une législature pleine pour le Secteur Jeunesse. Jeunes & Libres se faisait d'ailleurs l'écho d'un bilan à mi-mandat positif pour Isabelle Simonis dans le *Libre*² numéro 9. Cet article tirait déjà plusieurs enseignements et il convient d'appréhender la présente analyse comme un prolongement et une conclusion de notre analyse entamée précédemment. Jeunes & Libres a donc dressé un bilan de la législature écoulée qui se veut objectif et réfléchi.

Une réelle collaboration avec le secteur

La ministre a entamé un travail d'évaluation du décret du 26 mars 2009 avec les acteurs

du secteur et des discussions se sont engagées avec le cabinet afin de pouvoir modifier certains aspects du décret au profit de l'action de terrain des Organisations de Jeunesse. Les événements de juin 2017 après que Benoît Lutgen a décidé de « débrancher la prise » ont empêché de poursuivre ces discussions. Il est indispensable, lors de la prochaine législature, que le travail sur une éventuelle réforme décrétable se poursuive et amène le secteur et le monde politique à travailler de concert à une amélioration du cadre législatif au profit des OJ. Les constats et les balises sont là, il convient maintenant de se mettre véritablement autour de la table.

Lors de cette législature, la ministre a également débloqué des moyens financiers importants nécessaires aux OJ pour remplir efficacement leurs missions de formation de CRACS. Ainsi, ce ne sont pas moins de huit nouvelles OJ qui ont été reconnues au cours de cette législature, soit une augmentation de plus de 8 %. La dernière procédure des renouvellements d'agrèments a également permis à de nombreuses OJ de bénéficier de sauts de classe et de dispositifs particuliers souhaités. Ces nouveaux moyens financiers débloqués par la ministre ont permis le développement des OJ et la stabilité du secteur. Certes, les enjeux locaux ont parfois primé sur les enjeux globaux. Le futur doit nous amener à pérenniser les moyens dont disposent les OJ afin qu'elles puissent continuer à remplir leurs missions dans un monde de plus en plus complexe à appréhender pour les jeunes.





Une simplification administrative a été entamée sur plusieurs points et certaines circulaires, comme les Circulaires « Formation » ou « Soutien aux Projets Jeunes » ont été revues aux bénéficiaires des opérateurs. Le cadastre de l'emploi du non marchand via l'application SICE reste encore malheureusement un vrai casse-tête pour bon nombre d'organisations.

Tout au long de ces quatre dernières années et du travail sur des dossiers de fond, il convient également de souligner que la collaboration et la concertation avec les acteurs de terrain ont toujours été au cœur des préoccupations de la ministre et de son cabinet et qu'un vrai dialogue s'est installé avec le secteur.

Des dossiers toujours en suspens

Certains points restent néanmoins plus ternes dans le bilan de la ministre, le cas du Conseil de la Jeunesse ayant été le plus épineux. Depuis plusieurs années maintenant, cet organe ne parvient plus à représenter efficacement la jeunesse francophone. Certes des modifications décrets ont eu lieu, mais celles-ci n'ont apporté que des remaniements marginaux. Il convient de repenser cet organe avec ambition (quitte à repartir d'une page blanche) afin d'en faire un vrai lieu démocratique pour tous les jeunes francophones.

Si la politique des aides à l'emploi est une matière régionale, celle-ci impacte directement les Organisations de Jeunesse et l'actualité récente sur les Aides à la Promotion de l'Emploi (APE) a démontré toute l'importance de ce mécanisme pour notre secteur. Si tout le monde s'accorde à dire que le système APE doit être réformé, on aurait aimé entendre les ministres du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'exprimer concrètement sur l'éventuel accord de coopération entre la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles devant régir les APE employés par un opérateur subsidié par la FWB.

La nouvelle majorité, et en particulier le nouveau ou la nouvelle ministre de la Jeunesse, devra rapidement se saisir de plusieurs dossiers qui sont sur la table et qui méritent d'être poursuivis tant dans l'intérêt des jeunes que des Organisations de Jeunesse elles-mêmes. Souhaitons que la concertation efficace et confiante entre le cabinet jeunesse et les acteurs du secteur se poursuive avec le ministre tout en gardant à l'esprit que les jeunes doivent être les premiers bénéficiaires de la politique jeunesse menée en Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce n'est qu'ainsi qu'ils deviendront les CRACS de demain. ■

Benjamin Cocriamont



DES JEUNES EN MARGE ?

« Ni étudiant, ni employé, ni stagiaire »

L'adolescence est une période de développement physique, émotionnel et social. Durant ce moment crucial, les jeunes font face à des défis importants tels que la constitution d'une identité stable, la maîtrise des relations personnelles et l'accomplissement d'objectifs majeurs éducationnels et vocationnels. Un manque d'« habilité » socio-émotionnelle nécessaire pour réussir la transition entre l'adolescence et l'âge adulte entraîne un risque plus grand de s'éloigner de sa famille et de la société. Il est important de noter que la notion de « NEET » répond à un large spectre de situations. Selon les pays, il peut soit s'agir de jeunes de 16-17 ans qui peuvent avoir besoin de nouvelles opportunités ou de soutien pour se réinsérer dans le monde scolaire, soit de jeunes de 18-24 ans qui sont sans emploi depuis plus de six mois, qui ne suivent pas de cursus académique ou de formation et qui ont besoin d'une aide significative pour trouver un travail. Soit de jeunes de 18-24 ans qui sont économiquement inactifs.

Pour sa part, l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), désigné Autorité Statistique de la Région wallonne par le Gouvernement wallon depuis 2016, a choisi de définir un NEETs comme « un jeune qui n'est ni en

emploi, ni aux études ou en formation [...] un jeune poursuivant des études n'est pas considéré comme un inactif. Une part de ces NEETs est probablement sortie des études récemment et est sans doute au début du processus de recherche d'emploi ».

Des racines multiples

Alors que dans certaines sociétés, cette transition se déroule par étapes et est accompagnée de sortes de « rites de passage » qui marquent la transition à une nouvelle condition, dans les sociétés industrialisées, ce passage à l'adulte se veut individuel, peu voire pas défini, négociable et peu ritualisé. Beaucoup de ces pays se trouvent ainsi confrontés au risque d'une « génération perdue », le taux de chômage des jeunes étant en moyenne trois fois plus élevé que le taux de chômage total et plus persistant dans le temps.

Le manque de qualification ne semble pas être la seule cause à un haut taux de chômage chez les jeunes. Le manque d'expérience et l'absence d'un réseau professionnel suffisamment développé sont deux facteurs à également prendre en compte. Les jeunes ayant un faible capital humain et peu de qualifications sont particulièrement exposés au chômage de longue durée, aux emplois instables et de mauvaises qualité, voire à l'exclusion sociale.

De longues périodes de chômage érodent les compétences des jeunes travailleurs, réduisent leur employabilité, entraînant une perte permanente de capital humain et rendent le chômage persistant. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, le phénomène NEETs n'est pas la conséquence de la crise économique de 2008, bien que cette dernière l'ait accru, mais avait déjà été observé quelques années auparavant dans des pays du sud de l'Europe tels que l'Italie, l'Espagne ou la Grèce. Mais c'est en Grande-Bretagne que le phénomène NEETs a été conceptualisé pour la première fois en 1999. Pour l'année 2011, Eurofound indiquait que les taux de NEETs parmi les jeunes de 15 à 24 ans s'élevaient à plus de 17% dans ces pays-là tandis que les Pays-Bas et le Luxembourg en comptent moins de 7%.

La situation en Belgique est très contrastée dans le temps et dans l'espace. Si de 2002 à 2003, le taux de NEETs a grimpé de 17,9% à plus de 20%, il n'a cessé de baisser jusqu'en 2008 avant de reprendre une courbe ascendante jusqu'en 2015 puis d'à nouveau descendre au taux de 12,1% en 2017. Tandis que la courbe semble être corrélée dans le temps avec la situation économique de la Belgique voire de l'Europe, il en est tout autre sur le plan géographique. La Wallonie et la Région bruxelloise affichent un taux de 15,5% pour la première et 17,7% pour la seconde, se rapprochant de pays méditerranéens précédemment cités et soumis à une politique d'austérité économique.

Bien entendu, la résorption du phénomène NEETs passe par un marché du travail ouvert à ce public mais dépend surtout de l'efficacité des programmes d'éducation et de formation mis en place. Au vu des résultats récents analysés, les systèmes combinant des programmes d'éducation ou de formation et d'emploi donnent de meilleurs résultats que les systèmes basés uniquement sur des programmes éducatifs. Ainsi aux Pays-Bas et au Danemark, la part de jeunes intégrés dans ce type de système est supérieure à celle des jeunes étudiants.

En général, le taux élevé de NEETs est dû à un décrochage scolaire précoce. En Grande-Bretagne,

où les services publics ont décidé de mener une politique de soutien à l'emploi et une politique de lutte contre le décrochage scolaire, la seconde s'est montrée plus décisive. Parallèlement, le faible niveau d'inclusion du marché de l'emploi dans les pays du sud de l'Europe coïncide avec une faible combinaison de formations professionnelles et d'éducation.

Derrière les chiffres se cachent parfois des situations beaucoup plus compliquées pour les NEETs telles qu'en Grèce, en Espagne ou en Italie où le taux de chômage est déjà très élevé et l'inclusion sur le marché du travail faible pour l'ensemble de la population. Mais le statut de NEET peut aussi être volontaire. Dans des pays où le taux de NEETs est faible, une importante proportion est peu disposée à travailler. On peut supposer que ces derniers attendent ou évaluent des opportunités d'emploi meilleures ou encore qu'ils sont impliqués dans un travail bénévole, bénéficiant de ce fait de conditions sociales favorables.

Le Japon et l'Allemagne sont souvent cités dans la littérature comme des pays industrialisés qui réussissent particulièrement bien à gérer la transition des jeunes de l'enseignement à la formation professionnelle formelle ou continue, puis sur le marché du travail.

Du côté japonais, la société est caractérisée par un statut élevé accordé à l'éducation, considérée comme le fondement d'une carrière réussie, du progrès social et du prestige. De plus, les entreprises japonaises n'exigent pas que les jeunes quittant l'école aient des compétences professionnelles, qu'ils ne sont censés acquérir que durant l'exercice de leur emploi. Les critères de sélection et le processus de recrutement sont principalement axés sur les connaissances générales des candidats et sur les aptitudes générales, notamment le travail acharné, la persévérance et la loyauté.

Dès lors, tous les élèves qui quittent l'école ont la possibilité de réussir grâce à des efforts et de rejoindre les principales institutions éducatives du pays. En outre, une confiance mutuelle est entretenue entre les établissements d'enseignement





et les entreprises. En pratique, les postes vacants ne sont donc pas publiés publiquement, mais les personnes ayant des antécédents scolaires très spécifiques sont ciblées pour le recrutement.

En Allemagne, la formation professionnelle est historiquement la voie suivie par la grande majorité des jeunes quittant l'école. En 2010, les statistiques montrent que 75% de ces jeunes entrent dans un système combinant périodes de formation en classe et formation en entreprise, tandis que les 25% restant optent pour une formation professionnelle à temps plein.

Ce système est-il pour autant miraculeux ? Non. S'il n'y a pas de restriction à l'accès à la formation professionnelle, dans la pratique, certaines formations ont leurs propres exigences individuelles et prérequis pédagogiques. De plus, l'expérience montre que de plus en plus de jeunes ne réussissent pas à gérer la transition. Parmi les raisons les plus invoquées figurent le manque de maturité nécessaire et la pénurie de places de formation suite au succès du système. Et en Allemagne, on considère qu'un diplôme d'études secondaires insuffisant pour accéder au marché du travail et les jeunes sans formation professionnelle sont plus susceptibles d'être au chômage ou de trouver des emplois peu rémunérés ou à temps partiel.

Les Allemands et les Japonais se différencient en cela : chez les premiers, on développera très tôt, dès l'adolescence, les compétences professionnelles tandis que chez les seconds, on privilégiera les connaissances générales et les comportements appropriés qui sont mieux notées par les entreprises que l'acquisition précoce de compétences spécialisées. Mais dans certains cas, le résultat est le même.

Les jeunes Allemands et Japonais estiment que l'emploi permanent n'est plus un processus linéaire et qu'ils font face à des incertitudes et à des revers. Ainsi, nombre de jeunes qui ne sont pas en mesure de les surmonter, au lieu de répondre aux exigences qui leur sont imposées, choisissent le retrait pur et simple du marché du travail ou le transfert à une forme d'emploi non standard, où les attentes à leur égard sont alors sensiblement inférieures.

Le monde de l'entreprise, premier concerné

Du côté des ingénieurs, des managers et des chefs d'entreprise, la sonnette d'alarme est tirée depuis longtemps. L'évolution très rapide des sociétés modernes nécessite d'une part toujours plus de travailleurs qualifiés, c'est-à-dire de jeunes formés aux besoins réels des entreprises, et ce, au travers de formations de haute qualité. En 2004, l'Académie des technologies¹ pointe les dérives du système éducatif français. Premièrement, la proportion d'enseignants issus du monde professionnel n'a cessé de décroître par rapport à ceux « d'origine académique », privant ainsi davantage d'élèves de leur expérience de terrain. Deuxièmement, les filières techniques et professionnelles ont été progressivement dévalorisées. Cause ou conséquence, une forme de sélection s'est mise en place, comme dans le système éducatif francophone belge. Le collège unique, équivalent du tronc commun prévu dans le Pacte pour un enseignement d'excellence, renforce ce système en créant une formation unique pour tous jusqu'à 15 ans.

Pour ces spécialistes du monde de l'entreprise, une bonne partie des solutions passe une maîtrise des savoirs de base, à savoir lire, écrire et compter, à l'école primaire. Les savoirs et savoir-faire ne doivent pas être dissociés dans le secondaire. En outre, ils préconisent de sortir d'un système d'orientation binaire, entre enseignement général et enseignement technique/professionnel dès la première année d'enseignement secondaire mais en informant et en donnant une perception suffisante des métiers et des opportunités concrètes que les élèves pourront saisir. En fin de parcours secondaire, ce même processus doit être mis en place pour ceux poursuivant des études supérieures avec un accent mis sur les formations scientifiques, en sciences appliquées et dans le domaine économique.

Jean-Pierre Demailly, membre de l'Académie des Sciences, mathématicien, professeur à l'Université de Grenoble et ancien président du Groupe de Réflexion Interdisciplinaire sur les Programmes (GRIP), observe quant à lui une sorte de mimétisme opérés par les pays européens dans les choix éducatifs.

Ces choix éducatifs ont été pour l'essentiel conduits en fonction d'objectifs budgétaires ou de gestion des flux, plus couramment appelés « massification de l'enseignement » ou encore « démocratisation de l'école ». Or depuis l'instauration des comparaisons internationales, tel PISA, ces pays dont la Belgique, à quelques exceptions près et au prix de réformes radicales à l'opposé de ces « choix éducatifs », ne cessent de « dégringoler » dans les classements. Plus précisément, ces pays subissent une régression des savoirs fondamentaux dans l'enseignement primaire et secondaire, une baisse des vocations scientifiques dans l'enseignement supérieur. A contrario, de nombreux pays asiatiques n'en finissent plus de progresser, au point d'avoir détrôné les pays occidentaux au classement tandis qu'Israël, pays qui a également subi une érosion de la qualité de son enseignement et qui a lancé une réforme radicale en 2006 pilotée notamment par le mathématicien Ron Aharoni, grimpe dans le classement.

Pour trouver une solution, il faut oser

Le phénomène des NEETs, de par son étendue dans l'espace européen, démontre qu'il ne s'agit pas d'un problème purement belge francophone mais qu'il est inhérent aux sociétés occidentales. La cause première en est l'échec des politiques d'éducation et de formation actuelles. La massification de l'enseignement ainsi que les changements démographiques et comportementaux doivent davantage être pris en compte dans les politiques d'enseignement. Des positionnements tels que l'égalitarisme, le « droit » à la réussite ou encore le but de l'enseignement ou de la formation doivent être repensés, sans tabou, ou tout simplement, leur efficacité doit être démontrée. ■

Adrien Pauly

¹ Créée en 2000 sur décision ministérielle, l'Académie des technologies a pour objectif de fournir une expertise scientifique et technique et pour mission de « conduire des réflexions, formuler des propositions et émettre des avis sur les questions relatives aux technologies et à leur interaction avec la société ». L'Académie est composée de 316 membres, à savoir des ingénieurs, des industriels, des chercheurs, des agronomes, des architectes, des médecins, des sociologues ainsi que des économistes, français et étrangers, élus selon une procédure codifiée.

Bibliographie

OLIVER E. J., MAWN L., STAIN H. J., BAMBRA C. L., TORGERSON C., OLIVER A., BIDLE C., « Should we "hug a hoodie"? Protocol for a systematic review and meta-analysis of interventions with young people not in employment, education, or training (so-called NEETs) », in *Systematic Reviews*, n° 73, ls. 3 (2014).

« Jeunes en situation de NEET (ni à l'emploi, ni enseignement, ni en formation) », in INSTITUT WALLON DE L'EVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE (IWEPS), *Indicateurs statistiques*, [en ligne], www.iweps.be/indicateur-statistique/18-24-ans-situation-de-neet-a-lemploi-enseignement-formation/ (page consultée le 5 novembre 2018, dernière mise à jour le 1er septembre 2018).

ALFIERI S., SIRONI E., MARTA E., ROSINA A., MARZANA D., « Young Italian NEETs (Not in Employment, Education, or Training) and the Influence of Their Family Background », in *Europe's Journal of Psychology*, vol. 11, ls. 2 (2015).

BRUNO G. S. F., MARELLI E., SIGNORELLI M., « The regional impact of the crisis on young people in different EU countries », in COOPOLA (éd.), O'HIGGINS N. (éd.), *Youth and the Crisis: Unemployment, education and health in Europe*, Oxford & New York, Routledge, 2016.

CAVALCA G., « Young people in transitions: Condition, indicators and policy implications. To NEET or not to NEET ? », in COOPOLA (éd.), O'HIGGINS N. (éd.), *Youth and the Crisis: Unemployment, education and health in Europe*, Oxford & New York, Routledge, 2016.

PILZ M., SCHMIDT-ALTMANN K., ESWEIN M., « Problematic transitions from school to employment: freeters and NEETs in Japan and Germany », in *A Journal of Comparative and International Education*, vol. 45, ls. 1 (2015).

LAFFORGUE L. (éd.), LURÇAT L., LE BRIS M., *La débâcle de l'école : une tragédie incomprise*, Paris, Guibert, 2007.

« Avis sur l'enseignement des technologies de l'école primaire aux lycées », ACADÉMIE DES TECHNOLOGIES, *Site de l'Académie des Technologies*, [en ligne], https://s3-eu-west-1.amazonaws.com/academie-technologies-staging/academie-technologies-siteweb/fileadmin/templates/PDF/Avis/ecole_lycee_5B1_5D.pdf, page consultée le 7 novembre 2018, dernière mise à jour en septembre 2004.



CARTE BLANCHE

MA PREMIÈRE CAMPAGNE, MA PREMIÈRE FOIS
CHRONIQUE D'UN JEUNE CANDIDAT EN CAMPAGNE

Par Alexandre Somma

Tout a commencé à Uccle il y a près de 5 ans, lorsque j'ai adhéré à la section locale des Jeunes MR. J'ai tout de suite su à ce moment-là que je voulais en faire encore + pour ma Commune, que je voulais passer du rôle de spectateur à celui d'acteur...

Il y a plusieurs manières de pouvoir aider la collectivité. On peut s'engager dans une ASBL, s'impliquer dans des maisons de jeunes, s'investir dans des comités de quartiers, moi j'ai choisi d'être candidat aux élections communales parce que de toutes les entités, la Commune est celle qui est la plus proche du citoyen.

Une fois ma place sur la liste officiellement attribuée, j'ai décidé de ne pas trainer et j'ai tout de suite commencé ma campagne en déterminant quelles seraient mes priorités.

Le plus dur restait à venir...

Avant la campagne électorale, je pensais avoir une vie déjà remplie, j'étais loin d'imaginer le temps que prendrait une campagne électorale. Participer à toutes les inaugurations, les réunions de campagne de ma section, les brocantes, les marchés est un véritable marathon.

Uccle est une commune très vaste et composée de quartiers présentant des sociologies très différentes. Aller à la rencontre de tous les habitants était mon objectif. Et à ce niveau-là, objectif atteint



puisque je me suis rendu dans chaque quartier et ai eu des échanges très constructifs avec la plupart des personnes que j'ai rencontrées.

J'ai commencé le porte-à-porte en même temps que mes tournées des commerçants et je dois dire que j'ai été très agréablement surpris. Je m'attendais à me faire « malmener », à recevoir des portes sur la figure, et, en fin de compte, sur un mois et demi, ce n'est que le tout dernier soir de campagne que je me suis pris des insultes et que j'ai perdu une électrice.

Le porte-à-porte, de par le contact et la relation qui s'instaure avec le citoyen, reste mon meilleur souvenir de campagne même si je l'ai commencé assez tard.

Le soir des élections, à mon arrivée au QG de campagne, les premiers résultats venaient juste de tomber. Rien de définitif, de simples projections des tendances qui dessineraient le prochain Conseil communal.

À ce moment-là, j'ai vécu le moment le plus stressant de toute ma vie, celui où on remet tout en question ne sachant plus rien jusqu'à ce que les résultats en voix de préférences tombent. J'ai téléphoné à mes amis proches, certains étant également candidats, pour vivre ce moment avec eux. Soulagement à 20 heures, lorsque j'apprends que 230 Ucclois m'ont accordé leur confiance. Une question reste en suspens : que va-t-il advenir de la majorité à Uccle ? Après plus de 3 heures d'attente, Boris Dilliès, le bourgmestre sortant et tête de liste, nous rejoint avec un accord de majorité signé.

Même si je n'ai pas été élu, ces élections ont été pour moi un véritable challenge et une expérience que je n'oublierai jamais, qui m'a permis d'apprendre de moi-même et de repousser toujours plus loin mes limites. Je resterai engagé pour ma commune et je conseille vraiment à tout le monde de faire un jour la même expérience. L'engagement de demain se construit aujourd'hui. ■



© SIDA'SOS



© Besace



© ReForm



© Jeunes MR



© Fédération des Etudiants Libéraux



© Délipro Jeunesse

PHOTOBOOTH



La Nuit de l'Obscurité

Par Océane Kins

Depuis 10 ans, la Besace collabore avec le Planétarium de Bruxelles et la commune d'Auderghem pour mettre en place un événement qui sensibilise le grand public à la pollution lumineuse et à ses effets néfastes.

En Belgique, les éclairages artificiels, qu'ils proviennent de l'éclairage public, commercial, industriel ou résidentiel, sont chaque année de plus en plus nombreux. Non seulement ils ont un coût énergétique, mais ils amplifient également de façon dramatique le problème de la pollution lumineuse.

Cette pollution lumineuse peut avoir des conséquences négatives sur notre santé et les écosystèmes. Les éclairages nocturnes, souvent trop puissants, trop nombreux, mal orientés et/ou mal utilisés, peuvent affecter le rythme biologique des animaux, leurs activités nocturnes ou leurs migrations. Chez les humains, l'éclairage constant peut troubler notre équilibre : dérégler notre horloge biologique, altérer notre système hormonal qui a besoin de 5 à 6 heures d'obscurité pour bien fonctionner et sécréter de la mélatonine, hormone qui régule les rythmes biologiques (sommeil, vieillissement, reproduction, etc.).

De plus, elle réduit la visibilité du ciel nocturne. Le ciel noir n'existe plus en Belgique depuis longtemps. Rares sont les enfants qui peuvent encore dire « je connais la Voie lactée, car je l'ai vue ! » Sur le plan économique, cela conduit à une dépense énorme et inutile quand la lumière produite est dirigée vers le ciel.

Depuis 10 ans maintenant, la Nuit de l'Obscurité, manifestation nationale, permet de sensibiliser les jeunes enfants et les familles à cette problématique inhérente au quotidien de chacun, mais souvent peu présente dans les esprits.

Cette année encore, la Besace et ses collaborateurs ont organisé des activités ludiques et didactiques sur le thème de la nuit : obser-

vations astronomiques, expositions, balades contées, sensibilisation à la faune et la flore nocturnes, bricolage pour les enfants (hiboux en pommes de pin, photophores-constellations), et plein d'autres choses encore... le tout dans une ambiance tamisée !

Ce 20 octobre 2018, entre 300 et 400 personnes se sont prêtées au jeu et sont venues passer une soirée dans la pénombre pour profiter du ciel étoilé et des secrets de la nuit. Une ambiance familiale et conviviale régnait sur le domaine du Rouge-Cloître. Et par chance, le beau temps était au rendez-vous ! Tous les éléments se sont réunis pour faire de cette 10^e Nuit de l'Obscurité une soirée mémorable aussi bien pour les grands que pour les petits. ■


BESACE
ASBL



Clap de fin sur le Marché de l'Artisan !

Par l'équipe de Délipro Jeunesse



Il est 20 heures quand les grilles du Bois du Cazier se referment le 17 novembre dernier. « Le Marché de l'Artisan » ponctuée ce jour-là en beauté l'opération tremplin de Délipro Jeunesse, *The Artisan Jump*.

Si traditionnellement, on définit le terme « marché » comme un lieu où se tient une réunion de marchands, chez Délipro Jeunesse, nous avons voulu faire de ce rassemblement automnal l'aboutissement d'un véritable processus de co-construction. Notre objectif ? Offrir sur un même lieu, la démonstration de l'excellence et de la diversité du savoir-faire d'une trentaine de jeunes artisans wallons. Permettre ainsi la rencontre entre cette jeunesse active et le grand public pour faire découvrir des métiers de passion et les perspectives d'avenir de ce secteur. Bien au-delà de la dimension commerciale, ce fut un moment de rencontres conviviales et d'échanges citoyens autour de produits de qualité, de concepts originaux et de démarches durables. Jeunes badauds et acheteurs plus avertis ont largement été séduits.

Julien Lapraille, parrain de cette opération, s'est adressé personnellement aux jeunes pour faire la promotion de ce marché à travers une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. Car tel a été, à jet continu, notre pari : toucher les jeunes là où ils étaient en utilisant des médias qui leur sont proches.

La réussite de cette journée ne doit néanmoins pas occulter l'ensemble du projet. Car le terme « marché », c'est également le participe passé du verbe éponyme. Et, à bien des égards, cette aventure s'apparente en effet à une joyeuse marche qui s'achève. Une promenade-découverte dans un paysage coloré qui n'était a priori pas familier à l'équipe. Un pèlerinage où il a parfois

fallu convaincre et rallier un secteur méconnu. Une balade gourmande faite de haltes pour échanger savoirs et tuyaux. Et enfin, une course à l'approche de la ligne d'arrivée ... tant pour l'équipe de Délipro qui avait à cœur d'organiser l'étape finale avec brillance et efficacité que pour nos ambassadeurs soucieux de se démarquer pour accéder au podium. Cette cérémonie de remise de prix a eu lieu vers midi entre discours ministériels, bulles de circonstances et jolis chèques récompensant nos cinq ambassadeurs. Le Prix de l'Artisan a été attribué à Charlotte Renard (Bobone) pour ses cosmétiques maison et sa performance dans le rôle qui lui avait été confié : susciter des vocations auprès de la jeunesse.

Au final, *The Artisan Jump* et son marché de l'artisan ont permis de mettre en valeur des métiers de passion, de savoir-faire et de liberté ; ce fut une belle occasion de créer des passerelles entre le monde de l'entreprise classique et celui de l'économie solidaire. Nous sommes heureux, en tant qu'Organisation de Jeunesse, d'avoir tissé ainsi de véritables réseaux de solidarité au service de ceux qui constituent l'avenir de notre belle région. ■



Auschwitz-Birkenau, un devoir de mémoire nécessaire

Par Antoine Dutry

Pour notre second voyage de l'année, c'est Cracovie – ancienne capitale des Rois de Pologne, ensemble architectural d'une beauté rare, et d'une fastueuse histoire - qui constitua notre port d'attache. Mais l'acmé fut sans nul doute la visite d'Auschwitz-Birkenau.

De l'importance d'utiliser les bons termes

Lorsque nous avons décidé d'effectuer un voyage de mémoire, nous souhaitons y être préparés au mieux pédagogiquement parlant. Pour ce faire, un contact a été pris avec la Fondation Auschwitz, laquelle a prodigué, aux participants, une conférence visant à préciser les éléments nécessaires à cette sombre période de l'histoire. Ainsi, nos étudiants ont appris à éviter la confusion entre le procédé concentrationnaire et celui d'extermination. Si les deux termes peuvent être utilisés pour qualifier le système mixte appliqué à Auschwitz-Birkenau, prenons garde de clairement distinguer un « camp de concentration » où les détenus mourraient principalement d'épuisement dû au travail forcé, de famine, de maladie, etc., et un « centre d'extermination (et non un camp!) » dont la fonction était d'immédiatement éliminer les nouveaux arrivants. Clarifier ceci, c'est, semble-t-il, faire preuve d'honnêteté intellectuelle, car aujourd'hui, la confusion est malheureusement encore trop présente dans la pensée collective et dans la sphère médiatique.

Deux endroits, deux atmosphères

Notre visite s'est déroulée en deux parties. Tout d'abord, c'est dans le camp d'Auschwitz I que nous nous sommes rendus. Ce camp, quarante fois plus « petit » qu'Auschwitz II, est composé de nombreux blocs, dont certains peuvent être visités. L'un d'eux est ainsi le lieu d'exposition d'une quantité effrayante d'effets personnels de détenus : cheveux, lunettes, valises, chaussures,

vêtements d'enfants... Tout est là, sans qu'on sache vraiment comment réagir. Les mots nous manquent. Que dire alors du moment où nous avons franchi les portes de la seule chambre à gaz du camp. L'atmosphère est alors pesante, bouleversante.

Quant à la seconde partie de la visite, elle se déroule à Auschwitz II. Là, la première impression que nous avons eue, c'est cette immensité qui s'en dégage. Sur près de 170 hectares, se succèdent un nombre considérable de baraques en briques, bois... mais aussi des miradors, barbelés, des vestiges de cheminées, et puis, cette interminable voie ferrée. Tout est « parfaitement » aligné. Tout est trop « tout », l'ambiance est lourde. Il n'y a pas répit, c'est du gigantisme à l'état pur, renforcé par l'aspect industriel de la mise à mort. Et que dire du cynisme extrême et de la perversité dont ont fait preuve à maintes reprises les nazis ? « *Arbeit macht frei* » ou encore, aller jusqu'à faire payer leur ticket de train aux déportés grecs.

Dans les deux cas, à travers ces lieux, on se dit que l'Homme a fait preuve de sa facette la plus abominable, que le devoir de mémoire est plus que jamais indispensable, et que nos jeunes doivent devenir les inlassables ambassadeurs du « plus jamais ça ». Autrement dit : « *Rentrez et racontez, pour que l'on sache et que cela ne puisse plus se reproduire* » (Simone Veil). ■





Deviens animateur en centres de vacances !

Par l'équipe des Jeunes Mutualistes Libéraux

Tu as minimum 16 ans et l'animation de groupes d'enfants t'intéresse ? Dans ce cas, les JML te proposent une formation complète alliant théorie et pratique.

Pour qui ?

Tout jeune, dès 16 ans !

Quoi ?

Se former à l'animation et à l'encadrement d'enfants et découvrir un monde riche en apprentissages, rencontres et découvertes !

Pourquoi ?

Devenir animateur : une passion qui demande une grande responsabilité et qui t'amènera à préparer les jeux, veillées, activités manuelles et tant d'autres choses pour assurer aux jeunes de merveilleux moments.

Comment ?

Notre formation est découpée en 5 modules résidentiels (1 semaine et 4 week-ends) et au moins un stage pratique. Elle peut être terminée en une seule année. C'est une formation dont la méthode pédagogique est basée sur l'action, l'expérimentation et la mise en situation.

Quand ?

Une nouvelle session commence chaque année, dès la 1^{re} semaine de Pâques.

Combien cela coûte-t-il ?

300€ pour toute la formation. Le prix comprend : la formation, le logement, les repas (sauf pour

le module santé), et les repas du vendredi soir lors des week-ends.

Et ensuite ?

Tu pourras travailler dans les plaines, séjours, camps de vacances et vivre plein de belles aventures humaines.

Débouchés ?

Tu pourrais ensuite devenir coordinateur de centres de vacances ou également en faire ta profession en travaillant pour une asbl, une maison de jeunes ou en retirant les fruits dans une autre activité.

Où ?

Dans les régions de Namur et de Bruxelles, selon les modules. ■

Infos et inscription www.jmlib.be

Le brevet d'animateur est un document homologué par la Fédération Wallonie-Bruxelles et les stages JML sont aux normes émises par ce décret.



La victoire de la jeunesse, une piste pour 2019

Par les Jeunes MR

Après les élections d'octobre, au-delà du bilan, il nous faut nous remettre en ordre de marche pour mai 2019. Un triple scrutin (régional, fédéral et européen) qui s'annonce crucial pour l'avenir de la Belgique et plus largement de l'Europe. Nous en sommes convaincus, une des clés du succès pour le Mouvement Réformateur sera la confiance dans la jeunesse libérale.

Les résultats des élections locales se sont révélés contrastés. À l'heure d'écrire ces lignes, l'effervescence semble retombée et si le Mouvement Réformateur résiste de manière générale, le parti libéral recule un peu partout dans les grandes villes. Nous ne nous lancerons pas ici dans une analyse sur les raisons de cette déconvenue. Néanmoins, il faudra réussir cet exercice d'introspection sans se fourvoyer ou se renier. Il reste 6 mois pour mettre en avant un bilan et se positionner sur les priorités qui importent aux citoyens. La doctrine libérale est suffisamment riche pour répondre aux défis sociaux et aux enjeux de la transition écologique et numérique. Nous devons avoir confiance dans notre ADN, sans essayer de singer ce qui fait le succès des autres, mais en puisant dans celui-ci pour proposer des solutions de demain.

Et qui d'autres pour porter haut ces idées ? Aux Jeunes MR, on a une petite idée. En effet, les élections d'octobre auront vu un succès certain, tous partis confondus : celui de la jeunesse. Les Jeunes MR étaient présents en force sur les listes à travers la Wallonie et Bruxelles, et énormément d'entre eux ont été élus, pas seulement à des postes de conseiller communal, mais certains sont devenus échevins et même bourgmestres. S'il est encore trop tôt pour comptabiliser les résultats de tous les candidats de notre jeunesse politique, ce n'est pas moins de 5 bourgmestres Jeunes MR qui entreront en fonction à la fin de l'année : Hélène Lebrun à

Houyet, Alice Leeuwerck à Comines-Warneton, Maxime Daye à Braine-le-Comte, Arnaud Dewez à Dalhem et Julien Breuer à Mont-Saint-Guibert.

Et si finalement la bonne recette pour 2019, c'était ça ? Une nouvelle génération préoccupée par les défis de son temps avec la volonté d'inscrire un nouveau chapitre dans l'histoire du libéralisme en Belgique. Cette jeunesse est prête à repartir à l'assaut des grandes villes, et plus largement des régions et du fédéral en 2019. Elle fourmille d'idées pour son avenir, elle imagine un futur durable et numérique, guidé par la bonne gouvernance sans s'encombrer d'appétit personnel, mais sans naïveté non plus. Nous en sommes certains, lui accorder la place qu'elle mérite sur les listes, c'est s'assurer de convaincre ! ■

Jeunes
MR

« La Nostra Storia »

Par Anne-Sophie Mirgaux

1946... la guerre est finie. En Italie, les familles vivent dans la pauvreté, car il y a pénurie de travail. Le traité prévoyant un échange d'ouvriers italiens contre du charbon, sera signé le 23 juin entre la Belgique et l'Italie pour pouvoir relancer l'économie belge.

Cette histoire de migration (qui rappelle celle des migrants dans notre actualité) tombe peu à peu dans l'oubli des nouvelles générations. C'est pour cela qu'un groupe de jeunes de Bioul (en province de Namur) a voulu apprendre et partager l'histoire de ses aïeux migrants à travers la création d'un documentaire vidéo, basé sur les témoignages authentiques de survivants. ReForm Namur a décidé de les accompagner dans leur travail de (re)connaissance de leurs origines.

Les jeunes descendants ne connaissaient pas, pour la plupart, leur langue d'origine. L'italien n'a pas été transmis de génération en génération probablement car le français était privilégié pour des raisons d'intégration et d'ascension sociale. Les jeunes ont donc essayé d'acquérir une connaissance de base de la langue italienne afin de pouvoir participer à des conversations simples et rétablir le lien avec leurs racines. Les interviews d'anciens migrants ont été tournées en parallèle suite à une formation au tournage et au montage leur permettant d'être autonomes dans la réalisation de celui-ci et de réaliser un produit fini de qualité. L'enregistrement des témoignages s'est fait de manière intime, au domicile des personnes âgées, car le climat de confiance était primordial. L'objectif est, en effet, d'obtenir un documentaire émouvant et authentique, mais également de permettre une vraie rencontre entre générations et la constitution d'un lien fort entre les jeunes et leurs aînés.

En été, les jeunes se sont rendus sur la terre de leurs aïeux, dans la région de Caneva, au sein du Frioul italien. Ils y ont découvert les paysages

que ceux-ci ont quittés à contrecœur pour un avenir meilleur en Belgique. Ils y ont rencontré des témoins de la migration et ont échangé leurs sentiments avec un groupe de jeunes sur place. Des prises de vues et témoignages ont également été enregistrés afin de compléter le documentaire et de l'enrichir en authenticité. Le montage du film documentaire est en cours. Il sera diffusé lors d'une grande soirée en compagnie de la communauté belgo-italienne, le 19 janvier 2019. La télévision régionale namuroise le diffusera ensuite afin de toucher un maximum de personnes et mettre à l'honneur ce travail de mémoire.

Cet hommage aura appris au groupe de jeunes à être fier de son origine et reconnaissant du courage de leurs grands-parents... Ce projet a pu voir le jour grâce aux subsides du Soutien aux Projets Jeunes de la fédération Wallonie-Bruxelles ainsi que du programme « Erasmus + » du Bureau International de la Jeunesse. ■

 **REFORM**
Recherche et formation socio-culturelles



« Forme ma sécu »

Par Mathilde Toril Garcia

Aux RYD Wallonie - Bruxelles, nous tenons à ce que les volontaires se sentent écoutés et puissent exprimer librement leurs avis et idées. Souvent, ils portent de très belles initiatives comme cela a d'ailleurs été le cas avec Nicolas de Gyns, 24 ans et volontaire RYD depuis bientôt 4 ans.

Le public cible des RYD Wallonie-Bruxelles est composé de jeunes âgés de 17 à 29 ans. Pour rencontrer ce public, les volontaires se rendent entre autres lors de festivals, de fêtes organisées par la commune ou encore et principalement au sein d'écoles d'enseignement secondaire.

Dans les établissements scolaires, l'action de sensibilisation que nous utilisons le plus est le « Formapack ». Cette formation théorique appuyée par une présentation PowerPoint projetée dans le fond de la classe permet aux élèves de cinquième et de sixième secondaire, ayant le permis de conduire ou non, de se familiariser aux enjeux de la sécurité routière et de la mobilité.

Étant donné le succès de ce genre de présentation, Nicolas de Gyns, volontaire RYD depuis 4 ans et chef pionnier, a eu l'envie de transmettre ces informations aux autres animateurs ainsi qu'à ses animés. Il a alors retravaillé la présentation afin qu'elle soit la plus adaptée possible pour les mouvements de jeunesse. Cet outil débute par une formation théorique qui a pour thématique des statistiques concernant les accidents de la route, les causes principales des accidents de la route en Belgique et nous finalisons la présentation par quelques conseils et une session de questions/réponses. Ensuite, place à la pratique avec 3 de nos outils : les « Lunettes Alcoovision » qui montrent à quel point la consommation d'alcool altère la vision et donc la conduite, le jeu de la distraction qui démontre qu'il est difficile de conduire correctement lorsque l'on ajoute une tâche supplémentaire (utilisation du portable au volant,

se maquiller...) et le « réflectobox » qui met l'accent sur l'importance de la visibilité des usagers de la route.

Ainsi est née « Forme ma sécu », formation que Nicolas a pu présenter lors d'un week-end de formation organisé par son unité scout et même si le terme « théorique » peut contrarier certains jeunes, il apparaît qu'à la fin de la présentation, ceux-ci ont fortement apprécié le contenu vu ensemble.

Nous devons cela au dynamisme de nos volontaires qui essaient un maximum de jouer sur la participation de tous, ce qui rend cet outil ludique, utile et agréable. ■





La Sex'Mobile, quand les jeunes SEX'priment !

Par l'équipe de SIDA'SOS

SIDA'SOS prend la route pour déconstruire mythes et clichés autour de la sexualité auprès des étudiants. Premières étapes : l'ULB et l'UCL ! Le *road trip* continuera en 2019.

La Sex'Mobile ? Mais que se cache derrière un nom si évocateur ? Le tout nouveau projet par les jeunes et pour les jeunes de SIDA'SOS, parti ! Le concept est simple : nous avons pris notre camionnette et l'avons décorée avec des couleurs chatoyantes, en plus d'y avoir installé de confortables coussins à l'arrière, tel un *lounge* agréable et détendu. Des jeunes y entrent par groupes de 2 ou 3 et déconstruisent, face caméra, toute une série de stéréotypes autour de la santé sexuelle.

« Qui doit s'occuper de la contraception dans le couple ? » « Est-ce qu'un rapport sexuel passe obligatoirement par la pénétration ? » « Est-ce qu'avoir pris de l'alcool permet d'avoir un consentement clair ? »... sont toutes des questions que nous présentons aux jeunes sur une tablette afin de récolter leurs avis, opinions, divergences, et d'ouvrir un débat, sans tabous, ni complexes, ni jugements, mais plutôt avec humour, détente et ouverture d'esprit.

Ces prises de vues, réalisées par l'asbl Comme un lundi, des professionnels de la vidéo, seront ensuite montées en mini-capsules destinées aux réseaux sociaux, plateformes de communication privilégiées des jeunes. Un premier jet de 5 capsules, chacune consacrée à un thème en particulier, fera office de première vague de la déferlante Sex'Mobile en 2018.

C'est sous ce format dynamique et propice aux réactions en tous genres (*likes*, partages, commentaires...) que nous espérons sensibiliser

un maximum de jeunes actifs sexuellement pour qu'ils agissent de manière adulte, respectueuse et responsable... Pour faire crac-crac comme des CRACS, en somme !

Les premiers tournages ont eu lieu le 14 novembre à l'ULB (Solbosch) et le 15 novembre à l'UCL (Campus de Louvain-la-Neuve). Au vu du succès, déjà éloquent, et le superbe accueil que les jeunes nous ont réservé, la suite de ces aventures aura lieu en 2019, après s'être donnés le temps d'encore améliorer le concept et de déterminer les nouveaux campus sur lesquels la Sex'Mobile pourra poser ses amo(u)rtisseurs ! ■

Plus d'informations, photos et vidéos sont disponibles sur la page Facebook de SIDA'SOS. www.facebook.com/sidasosabl





Jeunes & Libres
02 500 50 85
www.jeunesetlibres.be
info@jeunesetlibres.be



Besace asbl
02 500 50 70
www.besace.be
bruxelles@besace.be



Délipro Jeunesse
071 84 62 12
www.deliprojeunesse.be
info@deliprojeunesse.be



Fédération des Étudiants Libéraux
02 500 50 55
www.etudiantsliberaux.be
info@etudiantsliberaux.be



Jeunes Mutualistes Libéraux
02 537 19 03
www.jmlib.be
info@jmlib.be



Jeunes MR
02 500 50 60
www.jeunesmr.be
info@jeunesmr.be



ReForm
02 511 21 06
www.reform.be
info@reform.be



RYD Wallonie-Bruxelles
02 513 39 94
www.rydwb.be
info@rydwb.be



SIDA'SOS
02 303 82 14
www.sidasos.be
info@sidasos.be